

Consommation et investissement des ménages

Au quatrième trimestre 2017, les dépenses de consommation des ménages ont ralenti (+0,2 % après +0,6 %) : si la consommation de services est restée relativement dynamique (+0,5 % après +0,6 %), la consommation en biens s'est repliée (-0,2 % après +0,6 %), en particulier les dépenses d'énergie et de textile. En moyenne sur l'année, la consommation des ménages a augmenté en 2017 à un rythme nettement inférieur à celui de 2016 (+1,3 % après +2,1 %).

Au premier trimestre 2018, la consommation conserverait un rythme modéré (+0,3 %), les ménages lissant les effets de la flexion temporaire de leur pouvoir d'achat en faisant diminuer leur taux d'épargne. Les dépenses en services demeuraient soutenues (+0,7 % après +0,5 %) et la consommation de biens se replierait de nouveau (-0,2 % après -0,2 %).

Au deuxième trimestre 2018, la consommation accélérerait légèrement (+0,4 %), sous l'hypothèse d'un rebond des dépenses en biens (+0,4 % après -0,2 %), notamment alimentaires. Le taux d'épargne s'établirait à 13,7 % au premier trimestre, avant de remonter à 14,1 % mi-2018.

L'investissement des ménages a franchement accéléré en moyenne annuelle en 2017 (+5,4 %), après un rebond en 2016 (+2,4 % après -2,1 %). Il décélérerait cependant au premier semestre 2018, avec le ralentissement des ventes de logements neufs.

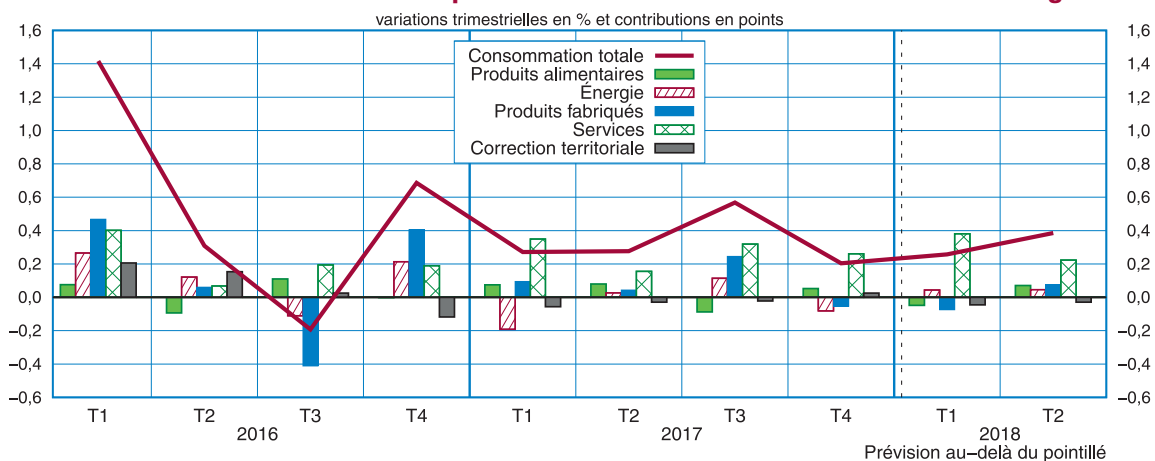
La consommation a ralenti au quatrième trimestre 2017

Au quatrième trimestre 2017, la consommation totale des ménages a nettement ralenti (+0,2 % après +0,6 % au troisième trimestre ; graphique 1). La consommation en biens s'est légèrement repliée (-0,2 % après +0,6 %), tandis que la consommation de services est restée dynamique (+0,5 % après +0,6 %).

La consommation de biens fabriqués s'est repliée (-0,3 % après +1,2 %) : en effet, le dynamisme des dépenses en automobiles (+0,8 % après +0,0 %) et en autres biens durables (+0,7 % après +1,0 %) n'a pas suffi à compenser une consommation en équipement du logement atone (+0,0 % après +2,8 %) et le repli très marqué de la consommation en habillement-textile (-2,1 % après +2,0 %). De plus, les dépenses en énergie ont diminué (-1,0 % après +1,4 %), pesant sur la consommation des ménages malgré le rebond de la consommation alimentaire (+0,3 % après -0,5 %).

Dans les services, la consommation des ménages en services de transports a fortement rebondi (+1,7 % après +0,1 %), dans un contexte de retour des touristes en France en 2017.

1 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



Source : Insee

Au premier semestre 2018, la consommation conserverait un rythme modéré

Au premier trimestre 2018, la consommation totale des ménages augmenterait de 0,3 % ; le repli de la consommation de biens (-0,2 % après -0,2 %) étant plus que compensé par l'accélération de la consommation de services (+0,7 % après +0,5 %). La consommation des ménages resterait donc relativement solide, ces derniers lissant les effets du fléchissement temporaire de leur pouvoir d'achat.

Les dépenses en énergie seraient en légère hausse (+0,5 % après -1,0 %) : en effet, la consommation de gaz et d'électricité rebondirait (+0,6 % après -0,6 %) tout comme celle de carburants (+0,5 % après -1,6 %). Cependant, la consommation de biens durables se replierait nettement (-0,9 % après +0,5 %), le léger redressement de la consommation de biens d'équipement du logement (+0,2 % après +0,0 %) ne suffisant pas à compenser le fort ralentissement de la consommation d'autres biens durables (+0,1 % après +0,7 %) ainsi que le repli marqué des dépenses en automobile (-1,8 % après +0,8 %). Sur l'ensemble des biens fabriqués, la consommation des ménages serait donc en baisse (-0,4 % après -0,3 %) malgré des dépenses en habillement-textile qui rebondiraient légèrement (+0,4 % après -2,1 %). La consommation

alimentaire se replierait également au premier trimestre 2018 (-0,3 % après +0,3 %). Au total, la consommation de produits manufacturés serait en léger repli (-0,2 % après 0,0 %). En revanche, la consommation de services accélérerait nettement (+0,7 % après +0,5 %), portée notamment par les services de transports, d'hébergement-restauration et de loisirs qui bénéficieraient du décalage des vacances d'hiver 2017-2018.

Au deuxième trimestre 2018, la consommation accélérerait très légèrement (+0,4 % après +0,3 %), entraînée par le redressement de la consommation de biens (+0,4 % après -0,2 %), malgré un ralentissement des dépenses en services (+0,4 % après +0,7 %). En particulier, les dépenses en biens automobiles et en denrées alimentaires rebondiraient au printemps.

Le taux d'épargne diminuerait à 14,1 % mi-2018

Sur l'ensemble de l'année 2017, le taux d'épargne se serait établi à 14,3 %, en légère augmentation par rapport à 2016 (*graphique 2*). Au premier trimestre 2018, les ménages lisseraient l'effet de la flexion temporaire de leur pouvoir d'achat et le taux d'épargne diminuerait nettement (à 13,7 %), avant de se redresser à 14,1 % à la mi-2018. Ce comportement de lissage est d'autant plus logique que les ménages devraient s'attendre à une amélioration de leur revenu disponible brut liée à

Dépenses de consommation et investissement des ménages

aux prix de l'année précédente chaînés, données CVS-CJO

	Variations trimestrielles en %								Variations annuelles en %					
	2016				2017				2018		2015	2016	2017	2018 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
Dépenses totales de consommation des ménages (1) + (2) + (3)	1,4	0,3	-0,2	0,7	0,3	0,3	0,6	0,2	0,3	0,4	1,3	2,1	1,3	1,1
Services (1)	0,7	0,1	0,4	0,4	0,7	0,3	0,6	0,5	0,7	0,4	0,8	1,6	1,8	1,8
Biens (2)	1,7	0,2	-0,9	1,3	0,0	0,3	0,6	-0,2	-0,2	0,4	1,9	1,8	1,0	0,4
dont														
Alimentaire	0,4	-0,5	0,6	0,0	0,4	0,4	-0,5	0,3	-0,3	0,4	1,1	0,9	0,8	0,1
Produits agricoles (AZ)	2,7	-1,4	-0,6	0,5	-1,8	3,1	-1,3	-1,3	-0,6	0,4	-0,4	2,2	-0,8	-1,1
Produits agroalimentaires (C1)	0,0	-0,4	0,9	-0,1	0,9	-0,1	-0,3	0,6	-0,2	0,4	1,4	0,6	1,1	0,4
Énergie	3,2	1,5	-1,4	2,6	-2,3	0,3	1,4	-1,0	0,5	0,6	1,4	2,1	0,0	1,0
Énergie, eau, déchets (DE)	4,6	3,4	-3,3	3,9	-3,6	0,1	1,7	-0,6	0,6	0,5	2,0	2,8	-0,9	1,4
Cokéfaction et raffinage (C2)	1,7	-1,0	1,3	1,0	-0,6	0,7	1,1	-1,6	0,5	0,7	0,9	1,3	1,2	0,5
Produits fabriqués (C3 à C5)	2,2	0,3	-2,0	2,0	0,5	0,2	1,2	-0,3	-0,4	0,4	2,6	2,4	1,7	0,4
Produits manufacturés (C1 à C5)	1,3	-0,1	-0,6	1,1	0,5	0,1	0,6	0,0	-0,2	0,4	2,0	1,6	1,4	0,4
Correction territoriale (3)=(4)-(5)	-49,6	-74,1	-47,1	416,9	39,0	14,3	9,7	-10,3	19,7	10,6	-2,0	-78,6	111,5	28,6
Importations services touristiques (4)	3,5	2,0	0,5	-1,5	0,2	0,7	0,7	0,9	0,8	1,0	-5,2	5,2	0,9	2,8
Exportations services touristiques (5)	-2,9	-2,7	-0,3	2,2	1,9	1,6	1,3	0,1	2,0	1,7	-4,7	-6,9	4,6	4,6
Investissement des ménages	0,6	0,7	1,1	1,5	1,8	1,4	0,9	0,6	0,5	0,2	-2,1	2,4	5,4	1,9

Prévision

Source : Insee

Conjoncture française

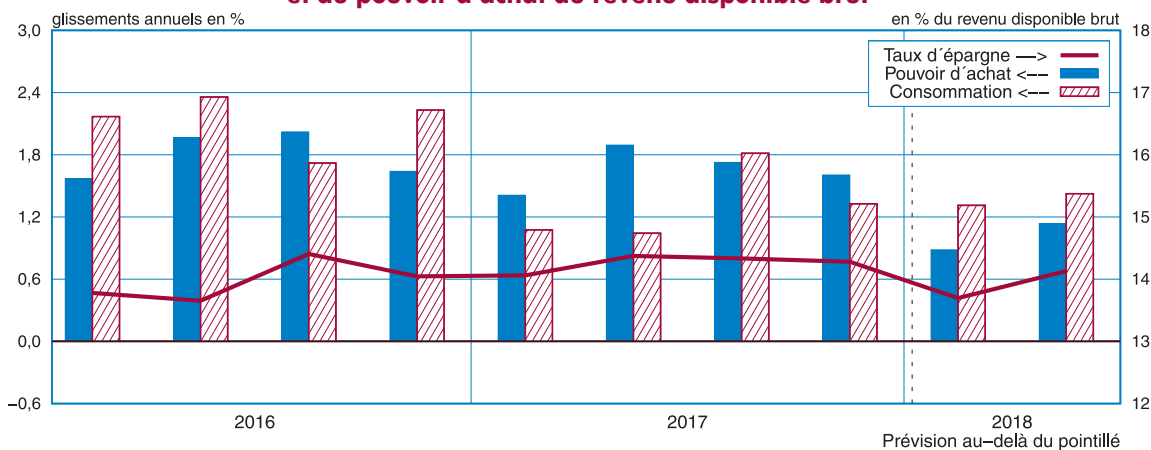
la deuxième étape de baisse des cotisations sociales et à la réduction de la taxe d'habitation à venir au second semestre 2018.

L'investissement des ménages ralentirait en 2018, après une croissance exceptionnelle en 2017

Au quatrième trimestre 2017, l'investissement des ménages a légèrement ralenti, tout en restant très dynamique (+0,6 % après +0,9 %). Après deux années de forte hausse, les ventes de logements neufs ralentissent depuis début 2017, ce qui se répercute sur les permis de construire (graphique 3). Compte tenu des délais habituels

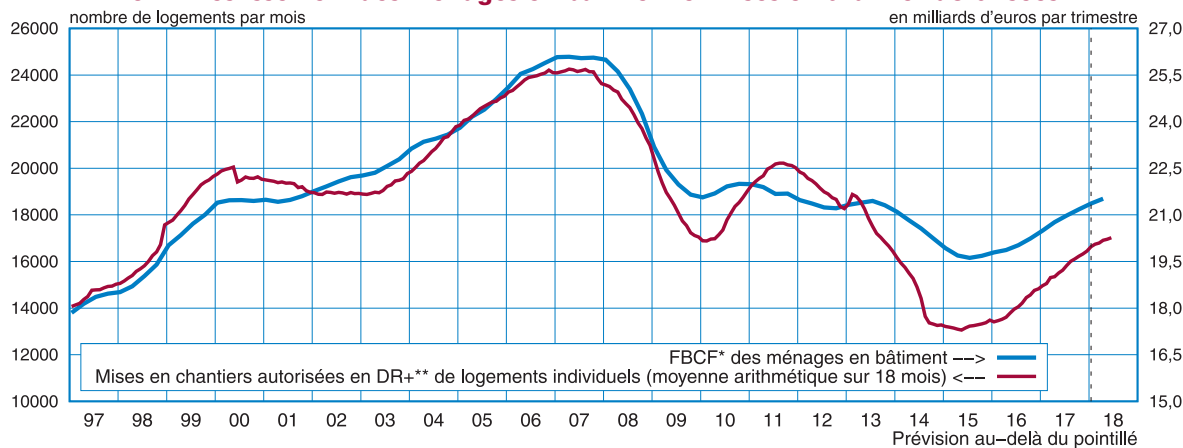
entre autorisation et construction effective, l'investissement des ménages ralentirait progressivement jusqu'à mi-2018. En outre, le nombre de transactions immobilières a atteint des niveaux record en 2017 et ne progresserait pas davantage en 2018, ce qui entraînerait un ralentissement de l'investissement des ménages en services (frais d'agence et de notaire principalement). En moyenne annuelle, l'investissement des ménages, après une croissance exceptionnelle en 2017 (+5,4 % après +2,4 %), ralentirait au premier semestre 2018 : l'acquis de croissance annuelle de l'investissement des ménages s'établirait à +1,9 % mi-2018. ■

2 - Taux d'épargne et variations de la consommation et du pouvoir d'achat du revenu disponible brut



Source : Insee

3 - Investissement des ménages en bâtiment et mises en chantier autorisées



* : FBCF : formation brute de capital fixe, aux prix de l'année précédente chaînés

** : DR+ : dates réelles estimées

Sources : Insee, SDES